

# Table des matières

<b>Préface</b>	7
<i>Marie-Eve MATERNE</i>	
<b>Quelques aspects pratiques de la procédure en divorce</b>	9
<i>Vanessa FILIPPONE</i>	
Section 1. Les pièces d'état civil	9
Section 2. La compétence de droit international privé, la compétence interne et le droit applicable	10
§ 1. La compétence de droit international privé	10
§ 2. La compétence territoriale	11
§ 3. La compétence matérielle	14
§ 4. Le droit applicable	14
Section 3. Le mode d'introduction de la procédure	14
Section 4. La comparution personnelle	15
Section 5. Le divorce pour désunion irrémédiable	16
§ 1. Le divorce prononcé sur pied de l'article 229, § 1 <sup>er</sup> , du Code civil	16
§ 2. Le prononcé du divorce sur la base de l'article 229, §§ 2 ou 3, du Code civil	17
§ 3. L'incidence de la réconciliation	18
§ 4. La passerelle	18
Section 6. Le divorce par consentement mutuel	19
§ 1. Rédaction des conventions – dépôt de la requête et annexes – comparution personnelle	19
§ 2. Acte authentique nécessaire?	20
§ 3. Régler les droits respectifs des époux	20
§ 4. Les enfants mineurs	21
§ 5. Modification des conventions en cours de procédure	22
§ 6. Prononcé du jugement – appel et transcription	22
Section 7. La liquidation du régime matrimonial et le notaire commis	23

§ 1. Principe : un notaire	23
§ 2. Compétence territoriale du notaire	24
Section 8. Les dépens	24
Section 9. La transcription	25
Section 10. La pension alimentaire après divorce	26
§ 1. Jurisprudence de la Cour de cassation	26
§ 2. Les revenus et possibilités des parties	28
§ 3. Modalités de paiement de la pension	29
§ 4. Durée du paiement	29
<b>De quelques incertitudes quant aux effets du divorce sur le régime matrimonial</b>	31
<i>Philippe DE PAGE</i>	
Introduction	31
Section 1. Le casus proposé	32
Section 2. Régime de communauté – Quelques problématiques liées au divorce	33
§ 1. La clientèle et les outils professionnels	33
A. <i>De lege lata</i>	33
B. Réforme	36
§ 2. La société professionnelle	38
A. <i>De lege lata</i>	38
B. Réforme	39
§ 3. La valorisation des actifs à la date du partage	39
A. <i>De lege lata</i>	39
B. Réforme	41
§ 4. L'assurance-vie et le divorce	41
A. <i>De lege lata</i>	41
B. Réforme	43
§ 5. Le transfert de fonds sur un compte commun	44
§ 6. L'indemnité d'occupation et la gestion post-communautaire	45
Section 3. Régime de séparation des biens – Quelques problématiques liées au divorce	48
§ 1. Les transferts de fonds entre les patrimoines	48

A.	La preuve des créances entre époux – État actuel de la question	48
B.	Réforme	48
§ 2.	L'absence d'écrit – Conséquence	49
§ 3.	La créance – Les intérêts et leur comptabilisation	52
A.	Les intérêts	52
B.	Le compte	53
§ 4.	L'assurance-vie et le divorce	53
<b>Récupération d'aliments, parcours du combattant?</b>		<b>55</b>
<i>Marie-Christine BAUCHE</i>		
Section 1.	Que faut-il entendre par créance d'aliments?	55
§ 1.	Définitions	55
A.	Les parts contributives dues aux enfants par les parents	56
B.	Les pensions alimentaires dues au conjoint après divorce	56
C.	La charge des frais ordinaires et extraordinaires	58
§ 2.	Indexation	60
§ 3.	Un titre – mais quel titre?	61
§ 4.	Prescription	62
§ 5.	Registre des jugements	62
Section 2.	La récupération des créances alimentaires	63
§ 1.	La voie royale : la saisie-arrêt	63
§ 2.	Les autres voies d'exécution	66
§ 3.	Autres sanctions	68
Section 3.	Privilèges du créancier d'aliments	68
§ 1.	Article 1412 du Code judiciaire – pas de limite à la quotité saisissable	68
§ 2.	Loi hypothécaire – privilège général sur meuble	69
Section 4.	Impact des procédures collectives d'insolvabilité sur la récupération d'aliments	70
Section 5.	Intervention du SECAL	73
Section 6.	La récupération des créances d'aliments à l'étranger : règlement 4/2009 UE	74

<b>Casuistique en matière de contributions alimentaires et d'abattement fiscal pour enfants à charge</b>	77
<i>Jean-Emmanuel BEERNAERT</i>	
Introduction	77
Section 1. Dépassement des plafonds pour demeurer fiscalement à charge et risque de taxation dans le chef de l'enfant	78
§ 1. Casus	78
§ 2. Développements	78
A. Situation fiscale pour le débiteur	78
B. Situation fiscale pour l'autre parent	80
C. Situation fiscale pour les enfants créditeurs	83
§ 3. Solution	84
Section 2. Le partage de l'abattement fiscal pour enfants à charge en présence d'enfants civilement majeurs mais toujours potentiellement à charge	86
§ 1. Casus	86
§ 2. Développements	86
§ 3. Solution	87
Section 3. Le partage de l'abattement fiscal pour enfants à charge dans l'hypothèse de familles recomposées	89
§ 1. Casus	89
§ 2. Développements	89
§ 3. Solution	94
Section 4. Conséquences de la décision prise par le débiteur d'aliments au profit de ses enfants de renoncer au partage de l'abattement fiscal pour enfants à charge et d'opter pour la déduction des rentes alimentaires ainsi versées	95
§ 1. Casus	95
§ 2. Développements	95
§ 3. Solution	98
Conclusion	99

---

<b>Que penser du divorce par consentement mutuel sans juge en France?</b>	101
<i>Stéphanie MOOR</i>	
Section 1. Qui peut s'inscrire dans cette procédure de divorce par consentement mutuel conventionnel?	101
Section 2. Rédaction de la convention	103
Section 3. Contenu de la convention	104
Section 4. Quel est le rôle du notaire?	105
Section 5. Coût du divorce	106
Section 6. Conséquence des divorces	106
Section 7. Point faible de ce nouveau divorce par consentement mutuel déjudiciarisé	107